

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 02 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SA GRUEL FAYER**

La Rublonnière  
CS 93801 CHATEAUBOURG  
35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : UD35/2026-140  
Code AIOT : 0005501391

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement SA GRUEL FAYER implanté La Rublonnière CS 93801 35220 Châteaubourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection menée le 2 mars 2026 avait pour objectif de vérifier la mise en place des mesures en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 janvier 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SA GRUEL FAYER
- La Rublonnière CS 93801 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0005501391
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site exploité par la société Gruel Fayer, classé Seveso seuil haut, est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 07 février 2025 venu abroger l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014, modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2019.

Les activités exercées consistent en du stockage et de la logistique de produits d'agrofournitures ainsi que divers autres produits dangereux, présentant notamment un risque inflammable et toxique.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Arrêté préfectoral de mise en demeure de mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 jours
8	Arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
2	Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
4	Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
5	Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
6	Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
7	Arrêté de mise en demeure et mesures d'urgence	AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les premières mesures mises en place par l'exploitant en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 janvier 2026 étaient globalement satisfaisantes :

- suppression des stockages en masse entre les racks ;
- remplacement des émulseurs des postes d'incendie additivés ;
- suppression des stockages de matières combustibles à proximité immédiate des parois extérieures du bâtiment ;
- mise en place d'une maintenance du groupe électrogène conformément aux préconisations du constructeur.

Par ailleurs, par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis les éléments justifiant le renouvellement du fioul contenu dans la cuve enterrée alimentant le groupe électrogène.

Une mesure reste néanmoins à mettre en place : la mise en conformité de la cuve du fioul alimentant le groupe électrogène ainsi que l'aire de dépotage du fioul (délai de mise en conformité fixé au 30 juillet 2026 par arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 janvier 2026).

Enfin, l'exploitant doit mettre en place des procédures définissant des mesures qui permettent de garantir la fermeture complète et en tout temps des portes coupe-feu du site.

**Il n'est pas proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 janvier 2026 puisque certaines mesures n'ont pas encore été mises en place pour répondre à l'ensemble des points de l'arrêté.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance du groupe électrogène
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :  Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : - les dispositions de l'article 52 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 concernant la maintenance à réaliser sur le groupe électrogène de secours ;
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection menée le 05/11/2025, il avait été constaté que la maintenance réalisée sur le groupe électrogène du site était une maintenance annuelle via une société spécialisée (société BEB) et des essais de démarrage mensuel de 10 minutes réalisés en interne. Le plan de maintenance retenu par l'exploitant n'avait pas pu être explicité (l'exploitant n'avait pas connaissance des préconisations du constructeur). Cette maintenance n'était d'ailleurs réalisée

que partiellement ou non réalisée aux échéances prévues, qu'elle soit réalisée en interne ou en externe.

Enfin, l'exploitant ne testait pas en situation réelle le bon fonctionnement du groupe électrogène pour alimenter l'ensemble du site et de ses MMR.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a fourni une nouvelle procédure de maintenance du groupe électrogène (P09-IT26 du 06/11/2025) s'appuyant sur les recommandations du prestataire assurant l'entretien. L'exploitant s'est engagé à réaliser :

- un essai mensuel à vide de 45 minutes ;
- un essai en charge de 45 minutes deux fois par an.

Le jour de l'inspection menée le 02 mars 2026, l'exploitant a présenté :

- le dernier compte-rendu de la vérification réalisée par la société BEB le 15/12/2025 sur le groupe électrogène (visite mécanique) qui complète la précédente vérification électrique. Ce compte-rendu signale la nécessité de remplacer les durites gasoil (aller et retour). L'exploitant a indiqué que ce remplacement sera réalisé au mois de juin 2026, conformément aux préconisations du vérificateur de la société BEB ;
- le tableau dans lequel sont formalisées les vérifications réalisées en interne et en externe. Ce tableau fait apparaître les dates des dernières vérifications mensuelles d'essai à vide réalisées en interne le 14 janvier et le 17 février 2026.

**Cette mesure permet de répondre au point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/01/2026.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, onditions de stockage en racks dans les cellules

### **Prescription contrôlée :**

La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2025 concernant les conditions de stockage en racks dans les cellules ;

### **Constats :**

Lors de l'inspection du 05/11/2025, il avait été constaté dans plusieurs cellules (cellule B et cellule I), la présence de stockage en masse entre les racks. L'exploitant avait indiqué avoir un stock important de produits sur le site, avec des racks saturés, tout en restant dans les limites fixées par son autorisation ICPE. Ce stockage en masse entre les racks augmentait sensiblement la densité de charge calorifique présente dans les cellules et n'était pas pris en compte dans les études de flux thermiques FLUMILOG (flux thermiques pouvant être plus importants que ceux modélisés dans le dossier d'autorisation).

Lors de l'inspection du 2 mars 2026, il n'a pas été constaté de stockage en masse entre les racks. L'exploitant a précisé que la mise en service la cellule J du site a permis de supprimer les stockages

en masse constatés lors de l'inspection du 05/11/2025, via un transfert des matières vers cette nouvelle cellules.

**Cette mesure permet de répondre au point 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/01/2026.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Arrêté préfectoral de mise en demeure de mesures d'urgence**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance portes coupe-feu

**Prescription contrôlée :**

La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 71.6 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2025 concernant la maintenance des portes coupe-feu

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que :

- les portes coupe-feu N°6 et N°7 (entre les cellules A/A' et A'/B) présentaient des défauts de fermeture lors des derniers contrôles menés sur les systèmes de sécurité incendie ;
- aucune réparation n'avait été engagée par l'exploitant à la suite des défauts relevés sur ces portes ;

- la porte coupe-feu N°7 était défailante lors du test mené le 05/11/2025.

L'exploitant avait indiqué qu'une réparation devait être menée le 24/11/2025.

Lors de l'inspection du 2 mars 2026, il a été constaté que :

- lors du test de fermeture de la porte coupe-feu N°6 (entre les cellules A et A'), celle-ci s'est correctement fermée ;

- lors du test de fermeture de la porte coupe-feu n°7 (entre les cellules A' et B), celle-ci ne s'est pas complètement fermée. Deux autres tests de fermeture de la porte coupe-feu ont été réalisés : la porte s'est, cette fois-ci, correctement fermée. L'exploitant a indiqué que ces portes ne sont plus régulièrement fermées (plus de fermeture la nuit ni le week-end) et que des poussières au niveau du rail ont pu freiner la fermeture de la porte N°7 ;

- lors du test de fermeture de la porte coupe-feu implantée entre les cellules J et G, celle-ci ne s'est pas fermée : des copeaux de palettes dispersés sur le sol (provenant de la dépose de palettes par les chariots élévateurs sur des rails situés en cellule G) empêchaient sa fermeture. L'exploitant a indiqué qu'un monte charge allait être installé dans les prochaines semaines afin de limiter la production de copeaux de palettes au niveau de la porte coupe-feu et de sécuriser cette zone pour le personnel.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de vérification des portes coupe-feu n°6 et n°7 par la société ASSA ABLOY le 25/11/2025. Ce compte-rendu indique qu'après nettoyage et réglages, les portes coupe-feu N°6 et N°7 fonctionnent correctement.

Enfin, la porte coupe-feu n°11 du site n'est plus fonctionnelle en raison d'un endommagement et est donc maintenue fermée en permanence.

Lors de la visite d'inspection du 2 mars 2026, il a été constaté la mise en place d'un affichage

signalant le fait qu'il faut que la porte coupe-feu N°11 reste fermée en permanence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p><u>Dans un délai de deux jours</u> et dans l'attente de la mise en place du monte charge entre la cellule J et la cellule G, l'exploitant mettra en place une procédure définissant les mesures garantissant la fermeture en tout temps de la porte coupe-feu implantée entre la cellule J et la cellule G (périodicité des nettoyages du sol, personnes chargées du nettoyage, etc.).</p> <p><u>Dans un délai de deux jours</u>, l'exploitant mettra en place une procédure définissant les mesures à mettre en place pour tester la fermeture des portes coupe-feu du site (périodicité du test, personnel dédié au test, critère d'acceptabilité, mesures à mettre en place en cas d'échec du test, etc.).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 jours

**N° 4 : Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Émulseurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :</p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u> à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2025 concernant l'utilisation d'émulseurs ayant dépassé leur date de péremption ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de postes d'incendie additivés (PIA) répartis dans les 8 cellules A à D'. Un bidon d'émulseur est disposé à proximité de chaque poste incendie. Il a été constaté lors de l'inspection du 05/11/2025 que certains bidons d'émulseur avaient une date de péremption dépassée depuis août 2024.</p> <p>Lors de l'inspection du 2 mars 2026, les émulseurs installés dans les cellules ont été contrôlés par sondage. Les émulseurs contrôlés ont été remplacés en décembre 2025.</p> <p><b>Cette mesure permet de répondre au point 4 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/01/2026.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockages à proximité des parois externes des cellules
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions du point 2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 concernant les stockages de matières à proximité immédiate des parois externes des cellules ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 05/11/2025, l'inspection avait constaté le stockage de GRV en plastique à proximité immédiate des parois de l'entrepôt (cellule G). Cette situation est susceptible de favoriser la naissance d'un incendie de l'entrepôt.</p> <p>Lors de l'inspection du 2 mars 2026, les inspecteurs ont fait le tour du bâtiment. Ils ont constaté que le stockage de GRV en plastique à proximité immédiate des parois de l'entrepôt (au niveau de la cellule G) avait été supprimé.</p> <p><b>L'exploitant doit rester vigilant pour que d'autres matières combustibles ne soient pas entreposées à proximité immédiate des parois de l'entrepôt, notamment au niveau de la zone de collecte des déchets du site.</b></p> <p><b>Cette mesure permet de répondre au point 5 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/01/2026.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Arrêté préfectoral de mise en demeure et mesures d'urgence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des aérosols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 concernant les conditions de stockage des aérosols dans les cellules sans séparation physique avec les autres matières ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 05/11/2025, il avait été constaté que les aérosols étaient entreposés dans la même cellule que les liquides inflammables, sans séparation physique entre ces matières. La mesure principale à mettre en place est une séparation grillagée métallique sur toute la hauteur et largeur du local entre le stockage des aérosols et les autres stockages.</p> <p>Lors de l'inspection menée le 2 mars 2026, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées du 1<sup>er</sup> mars 2026. Cet état des stocks indique que les aérosols sont entreposés uniquement en cellule</p>



<p>A. Lors de la visite des installations, il a été constaté qu'il était entreposé dans la cellule A :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des aérosols. L'exploitant a indiqué qu'à terme, ils seraient entreposés dans les cellules A, D, D' et C ;</li> <li>- des déchets (produits phytosanitaires ayant perdu leur autorisation de mise sur le marché) étaient stockés sur le toit du local technique RIA.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les déchets seraient évacués sous quelques jours. Par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a indiqué que les déchets avaient été déplacés dans les cellules A', B et B'. L'exploitant s'est engagé à évacuer ces déchets dans un délai d'un mois.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les aérosols seraient entreposés dans les cellules A, D, D' et C. Ces cellules seront dédiés à l'entreposage des aérosols.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><u>Dans un délai d'un mois</u>, l'exploitant justifiera que les déchets stockés le jour de l'inspection sur le toit du local technique RIA ont été effectivement évacués du site et envoyés pour élimination dans une filière autorisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Arrêté de mise en demeure et mesures d'urgence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 1er</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remplacement de la cuve fioul</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société GRUEL FAYER, en sa qualité d'exploitant des installations classées situées 14 rue de la Rouyardière à Chateaubourg, est mise en demeure de respecter :</p> <p><u>Dans un délai de six mois</u> à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 concernant la cuve de fioul enterrée alimentant le groupe électrogène.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la cuve serait remplacée par une cuve enterrée, double enveloppe. Ce point sera contrôlé lors d'une prochaine inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Arrêté préfectoral de mise en demeure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/01/2026, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures d'urgence</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède</p>

au renouvellement du fioul (pompage puis remplissage) contenu dans la cuve enterrée alimentant le groupe électrogène, sans attendre la mise en conformité de la cuve enterrée de fioul prévue à l'article 1.

Les justificatifs des opérations réalisées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, de même que les justificatifs de prise en charge des déchets dans une filière autorisée.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 2 mars 2026, l'exploitant a indiqué que le fioul n'avait pas encore été renouvelé. L'exploitant s'est engagé à le remplacer au plus tard le 15 mars 2026.

Par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs de vidange puis de remplissage de la cuve en fioul (2100 litres). L'exploitant a découvert lors de cette opération que le volume de la cuve de fioul n'est pas de 6000 L tel qu'indiqué par la jauge de niveau mais seulement de 3000 L environ.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois et considérant que la capacité de la cuve de fioul est de 3000 litres (et non de 6000 litres), l'exploitant transmettra les informations concernant l'autonomie visée du groupe électrogène et dans quelle mesure la capacité de 3000 litres de la cuve de fioul permet de répondre à cet objectif.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois